

**Sécurité des personnes et de leurs biens : Les hommes du commissaire Satigui Kamissoko mettent le grappin sur un escroc**

MALI

**722**

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 05 NOVEMBRE 2020

**Malikilé**

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Insécurité permanente au Mali**  
**Le massacre**  
**des populations continue**



**Haine religieuse : Aliou Boubacar Diallo propose**



**Renforcement des capacités de la Police Nationale : Des stagiaires du GMS en formation**



**SAER GROUP C'EST:**

**+ de 400  
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de  
**26 sociétés**, qui oeuvrent tous au rayonnement  
de la marque SAER.

**SAER GROUP**

<b>Une</b>	Insécurité permanente au Mali : Le massacre des populations continue	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Élection américaine : Un résultat suivi au Nigeria où Donald Trump ne laisse pas indifférent	<b>P.10</b>
	Police des Nations Unies (UNPOL) à la journée de salubrité sur les grandes artères de la ville de Tombouctou : Les Casques bleus aux cotés des populations pour l'assainissement de la ville de Tombouctou	<b>P.10</b>
	Côte d'Ivoire : La CEDEAO, l'UA et la CEN-SAD appellent opposition et pouvoir à dialoguer	<b>P.11</b>
	Consultations en RDC : La société civile tente de faire entendre ses pistes de solutions	<b>P.11</b>
	Arbitrage politique : Le ministre de l'économie et des Finances dialogue avec les autres ministres et les chefs d'institutions	<b>P.12</b>
	Soumi et Haïdara : Les deux hommes ont-ils enterré la hache de guerre	<b>P.12</b>
<b>Actualité</b>	Sécurité des personnes et de leurs biens : Les hommes du commissaire Satigui Kamissoko mettent le grappin sur un escroc	<b>P.14</b>
	Le Dr KONÉ à Sikasso : « J'ai grand espoir pour notre pays »	<b>P.15</b>
	Mali : Près de 60 jihadistes tués dans une opération de la force Barkhane	<b>P.16</b>
	Pr Doulaye Konaté, ministre de l'Éducation nationale : « Je crois à l'école de la République »	<b>P.17</b>
	Renforcement des capacités de la Police Nationale : Des stagiaires du GMS en formation	<b>P.18</b>
<b>Politique</b>	Lettre à grand-père : Cher grand-père	<b>P.19</b>
	Haine religieuse : Aliou Boubacar Diallo propose	<b>P.20</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Prix Goncourt : L'écrivaine camerounaise Djâïli Amadou Amal parmi les finalistes	<b>P.23</b>
<b>International</b>	Côte d'Ivoire : Les domiciles de plusieurs opposants encerclés par la police	<b>P.24</b>
	Contestation des résultats : Les militants de l'opposition dans les rues à Labé	<b>P.25</b>
<b>Sport</b>	Coopération Mali-USA dans le domaine de la jeunesse et des sports : Le ministre Mossa Ag Attaher pose les balises avec l'ambassadeur américain	<b>P.26</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

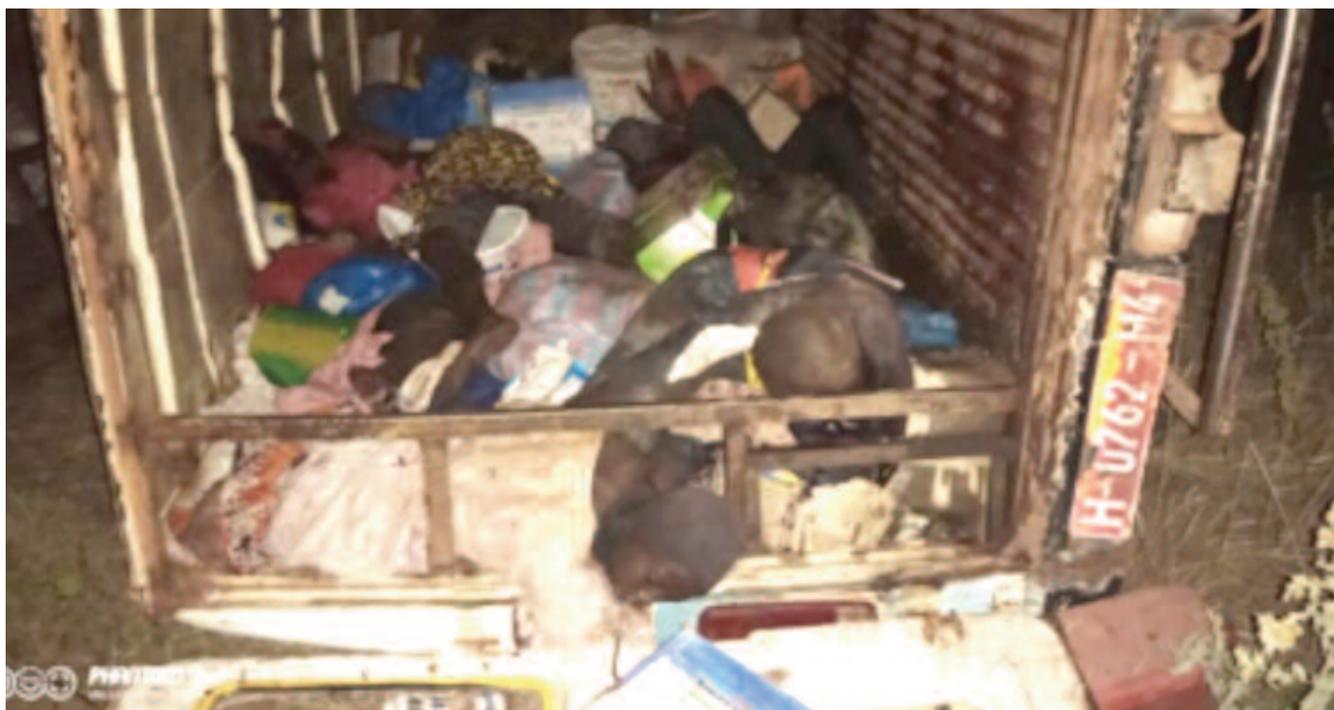
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

**Site Web** : www.malikile.com

**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



## Insécurité permanente au Mali : Le massacre des populations continue

**S**uite à la prise du pouvoir par les forces de sécurité maliennes réunies au sein du Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP), les Forces Armées Maliennes (FAMA) avaient réussi à engranger quelques victoires importantes sur les groupes armés terroristes. Ces victoires avaient fait croire, un moment, que des offensives lancées feraient reculer les groupes armés terroristes, particulièrement dans le Centre du pays. Certes la neutralisation d'une soixantaine de terroristes par la force Barkhane en tandem avec les troupes maliennes et celles du Sahel telle qu'annoncée par la ministre française des Armées, Florence Parly, montre que de sévères coups sont portés aux djihadistes. Cependant, l'insécurité est toujours une réalité au Mali comme en témoignent le blocus de Farabougou depuis bientôt un mois et les attaques contre des villages de la Commune de Dogofri. Mardi, 03 novembre 2020, c'est un véhicule transportant un groupe de personnes revenant d'un mariage qui a été attaqué par des terroristes, une attaque qui a fait plusieurs morts

et blessés, et qui fait suite à une première toutes dans le Centre du Mali.

Lorsque le 11 janvier 2013 la force française dénommée Serval intervient au Mali, les Maliens croyaient avoir été définitivement débarrassés des groupes terroristes. En effet, en trois mois, Serval avait réussi à confiner les groupes armés terroristes dans l'extrême nord du pays. Sept années après, les groupes armés tel le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et Al Qaeda sont plus que jamais présents partout au Mali et lancent de temps en temps des attaques parfois meurtrières contre les troupes maliennes. Aujourd'hui, de l'avis des spécialistes, la guerre asymétrique que les terroristes imposent au Mali ne peut être gagnée ni par l'une ni l'autre partie en conflit. Il semble que seul le dialogue peut ramener la paix au Mali, un dialogue dont les termes doivent faire l'objet d'accord mais dont la France ne veut pas.

En attendant que le Mali et la France accordent leur violon, le Nord et le Centre du pays connaissent une insécurité qui ne faiblit pas

et dont les populations civiles sont les principales victimes. C'est actuellement le cas de Farabougou dans la Région de Ségou, où des hommes armés qu'on dit être des terroristes encerclent le village depuis bientôt un mois, malgré la présence d'éléments des FAMA. Farabougou qui avait reçu des vivres hélicoptérés par l'Armée malienne serait sur le point d'en manquer à nouveau. Les FAMA qui semblent donner plus de chance aux négociations entre des notables de la région et les terroristes, n'ont pas encore engagé de combat pour ne pas risquer la vie des populations. C'est donc un calme précaire qui règne à Farabougou et dans des villages environnants de Dogofri où se sont déployés des groupes armés terroristes qui veulent y imposer la charia islamiste.

Pendant ce temps, d'autres groupes armés sèment la terreur au Centre du pays, dans la Région de Mopti. En effet, le mardi 03 novembre 2020, un car transportant des civils revenant d'une cérémonie de mariage a été attaqué par des hommes armés non encore formellement



identifiés. L'attaque a fait officiellement 08 morts et une dizaine de blessés tous civils. C'est la deuxième attaque du genre dans la région, la première ayant été plus sanglante avec 18 personnes tuées. Certes ce genre d'attaque est très difficile à anticiper du fait qu'elle intervient sur un axe routier qui traverse très souvent des zones éloignées de grands centres sur plusieurs dizaines de kilomètres. Ces zones par ce fait même échappent totalement à tout contrôle des FAMA laissant le champ libre aux groupes armés et autres coupeurs de routes. Il s'agit de véritable no man's land que les voyageurs empruntent au péril de leur vie. Cependant des patrouilles militaires sur l'axe

Mopti-Douentza pourraient endiguer ces attaques contre les populations civiles. La présence du Vice-Président de la Transition et son ministre de la Défense en première ligne à Farabougou, avec une arme de guerre, montre à quel point les militaires ont à cœur de réduire l'insécurité en se portant sur le front. Mais il faut plus que cette présence symbolique. En effet, dans la perspective d'un dialogue avec les groupes terroristes, le Mali, à travers son armée, doit se mettre en situation de force. Les autorités maliennes ne doivent pas perdre de vue les conditions qui étaient celles du pays quand furent engagés les pourparlers d'Alger. Avec les deux-tiers du pays oc-

cupés et une armée mise en déroute, le Mali a été contraint de signer l'un des accords les plus scandaleux depuis le début des affrontements avec les indépendantistes touareg de Kidal.

Aujourd'hui, il faudra veiller à ne pas commettre une telle faute au risque de voir le Mali totalement divisé et partagé. Les FAMA doivent reconquérir les zones qui échappent à leur contrôle. Cela sera extrêmement difficile vu l'immensité de la zone. C'est pourquoi l'annonce de l'arrivée prochaine d'un hélicoptère de combat russe MI-135 pour renforcer la force de frappe de l'Armée de l'air est une excellente nouvelle. En effet, l'une des faiblesses des FAMA sur le théâtre des opérations est la vétusté et l'insuffisance des appareils de combat que le scandale sur l'achat des armements sous IBK est venu accentuer. Maintenant que les militaires sont au pouvoir, il faut espérer que les troupes maliennes recevront l'appui matériel et moral indispensable à la galvanisation de nos hommes du front. Les FAMA ont besoin d'un soutien fort pour s'atteler à leur devoir de défense et de sécurisation du Mali. Pour cela il existe des hommes qu'il faut sur le terrain pour réduire l'insécurité permanente. Le reste est une question de volonté politique.

■ Diala Thiény Konaté



**RFI Afrique**

Depuis l'annonce, mardi matin, de la réélection d'Alassane Ouattara avec plus de 94% des suffrages, selon les chiffres provisoires de la Commission électorales, de nouvelles étapes ont été franchies dans le bras de fer politique.



En ce troisième jour de consultations, Félix Tshisekedi s'est entretenu avec Jean-Pierre Bemba, ancien vice-président, président du MLC et ex-collègue de l'opposition du chef de l'État congolais. C'est la première personnalité politique à être reçue. Le président Tshisekedi se cherche une nouvelle majorité pour se défaire de l'influence de son prédécesseur, Joseph Kabila.



**RFI** 1h · **Snapchat Hamzabechir6**

**L'issue du scrutin risque d'être très serrée aux #EtatsUnis. Le point à la mi-journée :**

- Joe Biden est crédité de 238 électeurs contre 213 pour Donald Trump, selon les dernières estimations d'AP
- Mais on attend toujours les résultats dans plusieurs "swing states", comme le #Wisconsin, le #Michigan ou encore la #Pennsylvanie. Le décompte devrait prendre encore plusieurs jours
- Ce qui n'a pas empêché Donald #Trump de revendiquer la victoire. Le président sortant dénonce des "fraudes" et dit vouloir saisir la Cour suprême. Joe #Biden, lui, se dit confiant quant à l'issue du scrutin

**Jeune Afrique**

Deux jours après l'annonce de la victoire d'Alassane Ouattara, et de la création d'un « Conseil national de transition » par l'opposition, la résidence d'Henri Konan Bédié est toujours encerclée par la police, comme celles de plusieurs autres opposants. Si plusieurs personnes ont été relâchées après les arrestations de mardi, le sort d'autres personnalités demeure incertain.



Bien qu'il s'en défende, Mahamadou Bonkougou est proche de Faure Gnassingbé, Patrice Talon, George Weah, Alassane Ouattara ou encore Umaro Sissoco Embaló. « Jeune Afrique » vous dévoile le premier volet de sa grande enquête sur les réseaux de cet homme d'affaires burkinabè, aussi secret que puissant.



Au terme d'une campagne électorale boycottée par l'opposition et au bout d'une nuit électrique, le président sortant Alassane Ouattara a été réélu à un troisième mandat avec 94,27% , selon les résultats officiels provisoires annoncés par la Commission électorale indépendante.



Trois ans après son appel à la « Résistance », le quatuor malien revient avec un nouvel album tout aussi militant et empreint d'espoir pour leur pays et pour le monde.



### Hamza B Sow



Le Gondwana suit avec préoccupations l'évolution du scrutin américain. Le Président fondateur de la République très très démocratique du Gondwana son excellence Mr Hamza b Sow exige au père de la démocratie (Amérique) de la maturité politique afin de respecter les votes des américains.

Le président fondateur demande aussi à la mère de la démocratie (notre bien aimée France) d'user toutes ses prérogatives diplomatiques pour sauver la démocratie aux États-Unis.

Enfin, nous exigeons de la Cour suprême américaine de la transparence et de montrer son indépendance dans cette histoire de vote par correspondance qui dépasse mêmes les juristes de la prestigieuse université d'Harvard.

Bamako le 04/11/2020

Signé le président fondateur Hamza b Sow qui est à son 11<sup>e</sup> mandat

### Moussa Baba Coulibaly



C'est le moment d'organiser une grande conférence nationale pour réfléchir sur le Mali que nous voulons dans 30 ans. Chaque candidat à la prochaine élection présidentielle pourrait puiser dans les conclusions de cette conférence nationale ce qu'il pense pouvoir réaliser pendant son quinquennat. Ainsi, nous en aurons fini avec des programmes qui ne durent que le temps d'un mandat et qui, malheureusement, ne sont jamais évalués lorsque le président sortant passe le flambeau à son successeur. Pour ma part, l'évaluation d'un programme ne consiste pas à faire l'inventaire des activités mais plutôt les changements visibles apportés dans l'amélioration des conditions de vie des Maliens. Tant que nous n'aurons pas une vision à long terme, il serait très difficile de réaliser des progrès significatifs avec des programmes quinquennaux.

### PINAL



SAISIE DE PISTOLET MITRAILLEUR & CHARGEURS DANS UN CAR DE TRANSPORT DE PASSAGE À SEGOU

Le car de la Compagnie DAFINA TRANSPORT est immobilisé, depuis hier nuit, dans la cour de la Direction Régionale des Douanes de Segou après avoir pris le départ à Bamako. De même que tous ses passagers.

Ledit car était en partance pour Koro (Région de Mopti) lorsque les douaniers en poste à Pelengana Dialabougou ont eu le flair de passer à son peigne fin.

Les gabelous du poste de contrôle, par cette vigilance, y découvriront un pistolet-mitrailleur et une importante quantité de munitions.

Ni le chauffeur, ni le convoyeur, ni aucun passager ne s'attribua le colis suspect et dangereux qui, apparemment, devra renforcer l'arsenal de guerre employé dans le Centre du pays.

Les douaniers n'ont eu d'autre recours que de conduire le car dans leur service pour procéder ce mardi à une audition et contrôle plus poussés.

Source Le Segovien



Centre du Mali

Du 03/11/20, Relatif à l'attaque contre véhicule 207 niveau pont village Parou C/R Bara-Sara HVRC Après constat Il s'agit véhicule 207 immatriculé H 0762 M4 appartenant à Aly Cissé chauffeur et transporteur domicilié à Koro conduit par lui même circonstances dit véhicule a quitté Sévaré vers 16 heures avec à bord 30 passagers pour Koro niveau pont village Parou #C/R Bara-Sara véhicule a été attaqué par individus armés non identifiés conducteur a reçu balles dans sa course et qui occasionnant renversement dit véhicule dans ravin causes imprudence et non respect consignes sur RN 15 # bilan # 09 morts dont 02 femmes et 01 enfant # il s'agit

Ali Cissé

Daouda Togo

Oromino Doumbo

Pinda Gueguéré

05 corps non identifiés 12 blessés graves dont 03 enfants âgés de 01 à 05 ans non identifiés : il s'agit

Zié Coulibaly âgé 31 ans né en RCI  
 Baba Yara âgé 20 ans  
 Mamadou Togo âgé de 35 ans  
 Fatoumata Djibo  
 Mama Togo  
 Mariam Birima  
 Seydou Togo  
 Binta Arama, après examen médecin, corps identifiés ont été remis parents pour inhumation. EEC et fin  
 Paix à l'âme des disparus et prompt rétablissement aux blessés.  
 Dieu sauve ce qui nous reste  
 Pinal

### Activiste Tv

OFFICIEL ! Mamadou Sakho a gagné son procès contre l'Agence Mondiale Antidopage qui l'avait suspendu à tort en avril 2016 dans une affaire de dopage !



"L'AMA reconnaît que Mamadou Sakho n'a pas enfreint le règlement antidopage de l'UEFA et n'a pas triché. L'AMA regrette les dommages causés à Monsieur Sakho par ses propos diffamatoires concernant sa réputation et la détresse, l'embarras et la douleur causés".

Sakho est définitivement innocenté et aura donc manqué l'Euro 2016 pour rien

Il aurait tellement mérité de jouer cet Euro en France après avoir sauvé les Bleus du naufrage face à l'Ukraine lors des barrages du Mondial 2014



### Bacary Camara

Les rites et traditions au Mandé  
 Un petit clin d'œil à notre amie Ami Dembélé Sylla, une grandeoureuse de cette rubrique..



La pratique du prêt de la fille ( sinka denya) et le rite du senkuruturu...

Dans plusieurs villages du Mandé il était surtout fréquent que la jeune fille choisie dès la puberté par un chef de famille, pour être l'épouse de son fils vienne passer une saison des pluies chez son fiancé. Pendant cette période du mariage, qui n'est pas sanctionnée remise par la remise de la dot, les deux partenaires se comportent comme mari et femme et il n'est pas rare que des enfants naissent de cette période probatoire.

Le mariage définitif est célébré l'année suivante et le rite le plus important est l'implantation des trois pierres du foyer (senkuruturu) dans la concession du mari. Par ce rite, les malinkés souhaitent aux nouveaux mariés bonheur, santé et prospérité. En effet les trois pierres de foyer symbolisent la triade mère-père-enfant, la marmite de terre et l'eau qu'elle contient pour la cuisson des aliments, le feu qui brûle dans le foyer et l'air qui alimente ce feu symbolisant les quatre éléments fondamentaux( terre, eau, feu, et air).

De plus le nombre 7 des constituants du foyer( 3 pierres supports et 4 éléments) est synonyme à la fois de complémentarité( le nombre conventionnel de l'homme et de la femme étant respectivement 3 et 4 chez le malinké) et de plénitude( le couple uni par les liens du mariage ne formant qu'un seul et même corps solide et harmonieux.

Il existe également un autre rite de mariage par échange ou le système de nielé-fara. Ce rite qui semble être particulier aux bambaras de Bougouni correspond à un échange de sœurs, dans lequel la dot est remplacée par le don d'une sœur ou d'une fille appartenant à la famille de l'époux. La première fille d'une femme était alors réservée au frère de cette femme qui pouvait l'échanger contre une épouse. Le droit du frère de la femme sur sa nièce, première née était appelé droit de nielé-fara et son titulaire le nielé-tigui. La femme acquise par l'intermédiaire de ce droit de nielé-fara était dite « dokoni ji »...  
 B.CAMARA



### Ibou SY

Le sort du petit Guimba entre les mains du tribunal de la Commune 5.



Ayiwa, Trump dit qu'on est en train de le tricher.

## M. Nouhoum Togo - Officiel



Avec la nouvelle disposition administrative, le territoire du Mali comprendra vingt régions plus le District de Bamako qui composera également 10 Communes urbaines au lieu de six (6).

Les 20 régions seront donc :

- #Kayes (1er régions)
- #Koulikoro (2ème région)
- #Sikasso (3ème région)
- #Ségou (4ème région)
- #Mopti (5ème région)
- #Tombouctou (6ème région)
- #Gao (7ème région)
- #Kidal (8ème région)
- #Taoudénit (9ème région)
- #Ménaka (10ème région)
- #Bougouni (11ème région)
- #Dioila (12ème région)
- #Nioro (13ème région)
- #Koutiala (14ème région)
- #Kita (15ème région)
- #Nara (16ème région)
- #Bandiagara (17ème région)
- #San (18ème région)
- #Douentza (19ème région)
- #Gourma (20ème région)

Quant au District de Bamako, régi par un statut particulier, il comprendra dix (10) Communes urbaines dont le ressort territorial sera déterminé par une nouvelle orientation de quartiers.

#Commune\_I sera composée de 8 quartiers : Boukassabougou, Banconi, Fadjiguila, Djoumanzana, Djelibougou, Krofina-nord, Korofina-sud et Sotuba.

#Commune\_II sera composée de 14 quartiers à savoir Bagadadji, Sikoroni, N-Gomi, Niaréla, Médina-Coura, Missira, Bozola, Zone industrielle, Hippodrome, Bakarybougou, Sans-fils, Bougouba, Quizambougou et Konébougou. 20 quartiers pour la

#Commune\_III. Il s'agit de Darsalam, N'Tomikorobougou, Ouolofobougou-Bolibana, Centre commercial, Bamako-Coura, Bamako-Coura-Bolibana, Dravela, Dravela-Bolibana, Badialan I, Badialan II, Badialan III, Niominanbougou, Sogonifing, Samé, Sirakoro-Dounfing, Koulouba, Point G, Kodabougou, et Kouliniko.

#Commune\_IV sera composée de six quartiers qui sont : Lafiabougou Hamdalaye, Dogoudouma, Grimgoumo, Lassa et Taliko.

#Commune\_V sont Sema I Badalabougou, Torokorobougou, Quartier-Mali, Bakodjikoroni, Sabaliboug, Kalabanbougou, et Daoudabougou.

#Commune\_VI sont : Sogoniko, Magnabougou, Banakabougou, Fadiè, Dianeguela, Sokorodji, Missabougou, Niamakoro, Yirimadio, Senou, Sirakoro-Meguetan, Niamana, Tabakoro et Diatoula.

#commune\_VII aura comme quartiers Djicoroni Para, Sénénikoro, Sibiribougou, Kalabanbougou, Samaya, Kanadjiguila, Mamaribougou,

Samanko-Plantation, et Kabalabougou.

#Commune\_VIII sont Kalabankror, N'Golobougou, Kouralé, Gouana, Missala, Missalabougou, Sabaligou et Kabala.

#Commune\_IX sera composée des quartiers de Dialakorodji, Noteguedo Sirakoro, Teguedo Samassebougou, Sangarébougou, Seydoubougou, et Sarambougou.

#Commune\_X aura dix (10) quartiers qui sont : Souleymaneougou, Moribabougou, Titibougou, Dogobala, G'Ngabagoro-Droit, Djinconi, Solokono, Sikolou, Sala, et Monounouba.

## Idrissa Toure



"...les juges aiment l'humour, pourvu qu'il s'attaque aux autres. Le magistrat est, en effet, avec le policier, l'une des catégories sociales ne tolérant pas d'être offensées..." Ils appellent ça, outrage à magistrat et c'est durement réprimé le plus souvent par eux-mêmes. Donc i tiogo don dronn...!

Cela dit les juges sont responsables, y compris de l'image qu'ils donnent de la justice.

## Sekou Samassa



réseau des juristes du Mali,. Rejuma. juristes et étudiants en droit

La procédure du cas d'espèce consiste à l'ouverture d'enquêtes préliminaires ensuite à l'orientation des procès verbaux par le procureur de la république qui peut soit classer les procès verbaux sans suite s'il n'y a pas à poursuivre, soit les prendre en citation directe ou ouvrir une information judiciaire selon la qualification juridique des faits en délits ou crimes. C'est pourquoi un ancien procureur du pôle économique de Bamako à dit qu'en saisissant le pôle économique des rapports du vérificateur on lui amène des faits et non des coupables !



## Élection américaine : Un résultat suivi au Nigeria où Donald Trump ne laisse pas indifférent



Vue aérienne de Lagos, la plus grande ville du Nigeria. Wikimedia commons)

Plus de 310 000 Nigériens sont installés aux États-Unis. C'est une destination prisée des étudiants lorsqu'ils ont la possibilité de faire leurs études à l'étranger. Néanmoins depuis janvier 2018, le Nigeria fait partie des pays visés par de nouvelles restrictions à l'immigration aux États-Unis. Ce qui n'empêche pas les Nigériens d'apprécier le président américain.

Ces derniers jours, Donald Trump a partagé une vidéo montrant une manifestation de soutien à sa candidature, organisée par des Nigériens dans leur pays. En effet, même s'il a qualifié leur pays de manière très peu courtoise il y a quelques années quand il avait évoqué des « pays de merde », et affirmé que le président Muhammadu Buhari était « sans vie », Donald Trump est apprécié d'une partie des Nigériens. Ceux-ci admirent son passé d'homme d'affaires ou son franc-parler, et certaines de ses positions conservatrices plaisent aux chrétiens évangélistes, au Nigeria comme aux États-Unis.

Dès le début de son mandat, le président sortant a conclu un contrat pour la vente de 12 avions de chasse au Nigeria. Un marché qui avait été gelé par l'administration Obama après le bombardement d'un camp de réfugié par l'armée nigérienne. Et c'est finalement, le seul fait marquant du mandat de Donald Trump, qui s'est désintéressé du Nigeria et du continent en général, alors que l'expertise africaine a été largement vidée de sa substance à la Maison Blanche.

Repli sur la scène internationale

Le mandat de Donald Trump a aussi été marqué par le repli américain sur la scène globale. Les organisations internationales ont souvent été attaquées, et les États-Unis se sont même retirés de certaines comme l'Organisation mondiale de la santé ou l'Unesco. Les dirigeants africains de ces institutions en ont d'ailleurs fait les frais.

La réélection d'Akinwumi Adesina à la tête de la Banque africaine de développement a été compliquée par la demande américaine d'une enquête indépendante, revenant sur une procédure interne qui avait déjà disculpé le Nigérian, accusé de mauvaise gouvernance. La semaine dernière, les États-Unis ont encore créé la surprise en retardant la nomination de la Nigérienne Ngozi Okonjo-Iweala à la tête de l'Organisation mondiale du commerce, alors que celle-ci fait figure de favorite.

Les pays africains étant bénéficiaires de ces institutions, le désengagement des États-Unis pousse leurs gouvernements à trouver d'autres interlocuteurs pour consolider leur position qu'il s'agisse de l'Union européenne dans certains cas ou de la Chine.

## Police des Nations Unies (UNPOL) à la journée de salubrité sur les grandes artères de la ville de Tombouctou : Les Casques bleus aux côtés des populations pour l'assainissement de la ville de Tombouctou



Le dimanche 1er novembre dernier, la Police des Nations Unies (UNPOL) a participé à la journée de salubrité sur les grandes artères de la ville de Tombouctou. En étroite collaboration avec les Forces de sécurité maliennes et l'Association pour le développement de la région de Tombouctou, les Casques bleus ont nettoyé la grande artère menant du commissariat de Police au grand marché de la ville. La mosquée Sidi Yehia, l'une des trois célèbres de Tombouctou et qui a abrité aussi la célébration du Maouloud (naissance du prophète de l'islam) le 29 octobre dernier a également bénéficié de ce grand nettoyage. Pour rendre ces passages obligés de Tombouctou propres, UNPOL épaulée par le contingent ghanéen de la MINUSMA ont accompagné à l'aide d'un camion et d'autres outils de nettoyage les organisateurs et les habitants des quartiers de Djingarey et Badjindé tout au long de cette opération coup de balai. Présente aussi, l'Unité constituée de police du Nigeria (FPU) a assuré la sécurité des participants.

Cette opération de grande envergure s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Police de proximité. Elle intervient aussi à quelques jours de la célébration du baptême du prophète Mahomet prévue le mercredi 04 novembre prochain. Comme à l'accoutumée, les festivités autour de ces importantes fêtes de l'islam drainent du monde. Tombouctou, la ville mystérieuse s'est donc transformée depuis quelques jours en un véritable point de convergence pour les fidèles musulmans attachés aux rituels sacrés de l'islam.

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

## Côte d'Ivoire : La CEDEAO, l'UA et la CEN-SAD appellent opposition et pouvoir à dialoguer



La mission d'observation de la Cédéao et celle de l'Union Africaine, ont rendu leurs conclusions à l'hôtel Ivoire. Toutes deux reconnaissent la tenue de l'élection, qui est même qualifiée de « globalement satisfaisante » par l'UA, mais elles pointent aussi un contexte de fortes divergences politiques et les incidents qui ont émaillé le scrutin. Une nouvelle fois, les deux institutions africaines interétatiques appellent les acteurs politiques au dialogue.

**D**evant les équipes d'observateurs, le chef de la mission de la Cédéao, Hadjibou Soumaré a regretté les incidents qui ont émaillé le scrutin, « une entrave à la démocratie », dit-il. Il conclut sa déclaration par une adresse aux institutions ivoiriennes, en s'inquiétant de « la continuité de l'Etat » en Côte d'Ivoire.

« La mission exhorte toutes les institutions impliquées dans le processus électoral à prendre note des défis associés au scrutin et les invite à prendre les mesures appropriées pour répondre à toutes les préoccupations en vue d'assurer une continuité de l'Etat dans la sérénité et le dialogue. »

Le chef de la mission de l'Union Africaine, Mohamed Dileita, a été moins mitigé au sujet de cette élection qu'il qualifie de « globalement satisfaisante ». « Les votes observés se sont déroulés dans une atmosphère calme, sereine, dans 98,5% des cas. »

Boubèye Maïga, le chef de la mission de la Communauté des États sahélo-sahariens (Cen-Sad) indique que le scrutin a respecté le code électoral mais appelle, lui aussi, au dialogue. « Tous les acteurs souhaitent le dialogue, le président Ouattara que nous avons rencontré s'inscrit dans la même perspective. D'autant plus que le pays s'inscrit dans un cycle électoral qui va s'étendre sur plusieurs mois. »

Peu avant le scrutin, Alassane Ouattara a indiqué lors d'un meeting qu'il souhaitait organiser des élections législatives avant la fin de l'année.



## Consultations en RDC : La société civile tente de faire entendre ses pistes de solutions



Le chef de l'État congolais cherche des pistes de solution pour mettre fin au blocage des institutions et notamment à ses différends avec celui qui était jusqu'ici son partenaire, Joseph Kabila et sa coalition, le FCC qui reste officiellement majoritaire au Parlement. Félix Tshisekedi a rencontré des représentants de la société civile, des syndicats et associations professionnelles qui avaient tous des pistes de solution. Mais rien ne semble vraiment simple.

**L'**une des solutions proposées au président, c'est la dissolution pure et simple de l'Assemblée nationale. Celle-ci est notamment portée par certaines organisations de la société civile, comme l'explique l'ancien prisonnier politique de l'ère Kabila et secrétaire général de la société civile du Congo, Christopher Ngoyi.

« Nous avons exprimé au président que la population ne se sent plus représentée par ses mandataires qui sont dans les institutions. Parlons de la dissolution du Parlement qui est aujourd'hui inéluctable. »

Selon un membre de cette délégation, le président Tshisekedi a répondu que cette option n'était sans doute que l'ultime recours, en raison du coût des élections et des difficultés à composer un nouveau bureau de la Céni. Un autre activiste s'inquiète de voir « ces quelques 500 entrepreneurs politiques au chômage tant certains sont des sources de déstabilisation dans leur province d'origine ».

L'instabilité, c'est l'inquiétude du docteur Sengha, le président de l'un des syndicats de médecins reçus. « Nous voulons pouvoir mettre dans tous les camps un peu d'eau dans le vin pour apaiser la situation. Parce qu'elle risque d'exploser. Lorsqu'en politique, ça ne marche pas, c'est tous les autres secteurs de la vie nationale qui ne marchent pas. »

Que les politiques aient pris toute la place, c'est bien ce que reproche le syndicat national des magistrats. Pour Edmond Issofa, quel que soit le conflit, la solution passe toujours par le renforcement du pouvoir judiciaire.

Le président Tshisekedi devrait recevoir mercredi 4 novembre les mouvements citoyens, les kibamguistes, les associations de femmes, des responsables des entreprises du portefeuille, des artistes et peut-être les premières personnalités politiques.

## Arbitrage politique : Le ministre de l'économie et des Finances dialogue avec les autres ministres et les chefs d'institutions



**D**ans le cadre de l'élaboration du Budget d'Etat 2021, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Alousséni SANOU, a entamé les séances d'arbitrage politique, ce lundi 02 novembre 2020. Elles interviennent après les séances d'arbitrage technique réalisées entre la Direction Générale du Budget et les Directions Centrales et rattachées des différents Ministères ainsi que les Institutions de la République et les autorités indépendantes.

Les séances d'arbitrage politique constituent un véritable dialogue de gestion entre le ministère de l'Économie et des Finances et les ministères sectoriels ainsi que les institutions et les autorités indépendantes. Elles ont pour but d'affiner la qualité de la programmation budgétaire et d'accroître l'efficacité de la dépense publique de l'Etat. Elles permettent ainsi d'obtenir un consensus sur les allocations budgétaires prévues dans le budget d'Etat. Il s'agit de confirmer ou pas les allocations retenues lors de l'arbitrage technique et d'échanger sur les diverses préoccupations.

Au terme de ces séances, un maximum de consensus sera dégagé sur les prévisions budgétaires afin de permettre au ministère de l'Économie et des Finances d'élaborer l'avant-projet de budget d'Etat qui sera présenté au Premier ministre lors d'un Conseil de Cabinet organisé à cet effet.

Ensuite, le projet de budget d'Etat sera présenté en Conseil des Ministres pour son adoption et par la suite il sera approuvé par l'Assemblée Nationale ou par ordonnance sous le nom de loi de finances.

Liste des structures concernées par les séances d'arbitrage du projet de budget 2021 :

1. Présidence de la République ;
2. La Primature ;
3. Les Ministères ;
4. La Cour Suprême ;
5. La Cour Constitutionnelle ;
6. La Haute Cour de Justice ;
7. La haut Conseil des Collectivités Territoriales ;
8. Le Conseil Économique, Social et Culturel ;
9. Le Médiateur de la République ;
10. La Direction Générale de la Sécurité d'Etat ;

## Soumi et Haïdara : Les deux hommes ont-ils enterré la hache de guerre



**L**e guide spirituel d'ançar dine et l'ancien chef de file de l'opposition ont repris langue plus de deux ans après la passe d'armes entre Ousmane Haïdara et les partisans de Soumi. En effet, Ousmane Cherif Madane Haïdara figure au nombre des notabilités ayant mérité la visite du député de Niafunké après son retour d'une longue détention par ses ravisseurs djihadistes du centre du Mali.

Sauf que les échanges de civilités au cours de la visite sous projecteurs cachent mal un malaise manifestement gravé dans les mémoires. Il s'agit notamment de la grande polémique autour d'une manne jadis perçue par l'actuel président du Haut conseil islamique en échanges d'une promesse électorale en faveur du candidat URD en 2013. L'engagement du Guide n'avait visiblement pas été tenu mais le pot-aux-roses a été révélé par le leader religieux en personne qui s'est malencontreusement targué d'être assez autonome des hommes politiques pour cracher sur la somme de 100 millions de nos francs que Soumi lui avait proposés en échange de son soutien électoral. Il n'en fallait pas plus pour délier les langues dans les rangs des démarcheurs du deal qui ont apporté, détails convaincants à l'appui, un cinglant démenti aux propos du Cherif lui collant du coup le gênant discrédit de personnage corrompible. L'aventure tragique de Soumaila Cissé aura-t-elle suffi pour une fumée de calumet définitive ?

La Rédaction

SOURCE: LE TÉMOIN- MALI

11. Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire ;
12. Le Comité National de l'Égal Accès aux Médias d'Etat ;
13. La Délégation Générale des Élections ;
14. La Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières ;
15. L'Autorité de Protection des Données à Caractère Personnel ;
16. L'Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite ;
17. Le Bureau du Vérificateur Général ;
18. La Haute Autorité de la Communication ;
19. La Commission Nationale des Droits de l'Homme ;
20. Les Gouvernorats de Régions du Mali et du District de Bamako.

Source : CC-MEF



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

### Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

*Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à [info@oclei.ml](mailto:info@oclei.ml)*

**Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.**

**Bamako, le 13 octobre 2020.**

# Sécurité des personnes et de leurs biens : Les hommes du commissaire Satigui Kamissoko mettent le grappin sur un escroc

Saisis d'une affaire d'escroquerie s'élevant à la somme de 20 millions de F CFA, les hommes du Commissaire Satigui Kamissoko ont vite réagi pour arrêter le saignement financier qui menaçait la quiétude dans la commune rurale du Mandé et environnant. Les enquêtes menées par les éléments BR du Lieutenant Somita Keïta ont rapidement porté des fruits. Les citoyens indécis ont été mis hors d'état de nuire.



**L**e filou impliqué dans cette escroquerie était connu par presque tous les habitants du Mandé. Il a été pendant plusieurs mois un grand distributeur d'intrants agricoles. Une activité dans ce milieu rural qui lui a valu une grande notoriété auprès des populations rurales qui lui faisaient énormément confiance.

Les récits des faits !

Mais hélas, en réalité l'homme cherchait par tous les moyens à s'intégrer dans cette population pour pouvoir bien jouer son coup que nul d'entre elle n'aurait vu venir. Et sa ruse a fonctionné pendant un bon moment. Du moins jusqu'à l'intervention des braves hommes du Commissaire Satigui Kamissoko.

Pour mieux appâter ses cibles, le grand escroc faisait croire aux populations rurales qu'il a une machine capable de multiplier de l'argent et rendre les paysans riches à des niveaux insoupçonnés. Bref, il utilisait la précarité des populations rurales comme appât.

Pour certains villageois durement éprouvés par les multiples crises sanitaire et politique cette année, c'était une offre rêvée pour dire adieu à la pauvreté de façon définitive.

Partout où il est passé l'escroc proposait et garantissait à ses cibles de transformer 20 millions en 40 millions de F CFA. Et une fois le travail fini, il était prévu que les bénéficiaires allaient toucher la somme souhaitée de 40 millions F CFA.

Mais comme on le dit souvent: «Les apparences sont trompeuses», l'homme, après avoir empoché les sous, disparaît dans la nature avec les 20 millions de F CFA difficilement économisés par les pauvres villageois. Quelques jours passés, l'individu appelle encore ses victimes d'envoyer 500.000 millions de F CFA de sommes complémentaires qui étaient, cette fois-ci, destinées au dépannage de sa machine magique qui multiplie les billets de banque. Toute chose qui a été aussitôt faite par les villageois aussi.

Ayant tout le temps nécessaire pour la transformation de la fameuse somme d'argent, l'homme finit par couper tout lien avec ceux là même qui ont porté leur confiance en lui. Les villageois ne tardent pas alors à réaliser qu'ils venaient de se faire escroquer.

La promptitude dans l'action

Des jours passés sans nouvelles de leur homme miraculeux, les victimes décident alors de mettre les hommes de Satigui Kamissoko au courant de l'affaire.

Aussitôt informé, le commissaire confie l'affaire à la Brigade de Recherche qui enquête jusqu'à Ouézzinboucou, une location située derrière Sébénikoro.

L'homme, ne se doutant d'une quelque poursuite lancée contre lui, tomba nez à nez devant les hommes du Lieutenant Somita Keïta. Après quelques minutes de poursuite, les éléments BR ont finalement pu mettre la main sur lui et l'ont conduit immédiatement au commissariat de police du 9ème Arrondissement de Bamako.

Une fois les investigations et auditions terminées, l'individu avoue être l'auteur de l'escroquerie dirigée contre les villageois au Mandé. Il a été présenté le lundi 2 novembre 2020 au Parquet du Tribunal de Grande Instance de la Commune IV.

Le commissariat de police du 9ème Arrondissement de Bamako invite la population à plus de vigilance mais aussi plus de collaboration avec sa police afin de lutter contre ce fléau d'un autre genre. Toute chose qui les permettra de mettre la main sur des bandits de ce genre qui perturbent le sommeil des paisibles citoyens.

Affaire à suivre

■ Ibrahim Sanogo

## Le Dr KONÉ à Sikasso : « J'ai grand espoir pour notre pays »

**Le ministre des Affaires religieuses et du Culte a choisi la capitale du Kénédougou pour célébrer, avec les fidèles musulmans de la Cité historique, les festivités relatives au Maouloud 2020, correspondant à l'anniversaire du baptême du prophète de l'islam, Mohamed Ibn ABDOULAH (PSL). C'était dans la nuit du mardi 03 au mercredi 04 novembre 2020.**

**T**rois principaux sites, où se tenaient des prêches, ont été visités par le ministre Mahamadou KONÉ et la délégation qui l'accompagnait, dont son chef de Cabinet, le Moqadem Dame SECK.

La Place Mamelon était le premier site visité, où prêchait Cheick Zakaria OUATTARA.

Le Dr KONÉ et sa délégation se sont ensuite rendus à la mosquée de l'imam Amara KANTE, à Lafiabougou .

Le stade Babemba TRAORÉ était la dernière étape de cette ronde nocturne, à caractère religieux. Ici, le principal orateur était Cheick Mohamed Lamine THIAM, envoyé spécial du Guide Saïd Ousmane Chérif Madani HAIDARA, fondateur de Ansardine International et Président du Groupement des leaders spirituels musulmans du mali (GLSM).

Chacune de ces personnalités s'est réjouie de la nomination du Dr KONÉ au poste de ministre des Affaires religieuses et du Culte, « un homme du sérail arabophone, en terrain connu ».

Aussi, lui ont-elles souhaité « pleins succès » dans la mission à lui confiée, sans oublier la Transition elle-même pour laquelle, elles affirment nourrir beaucoup d'espoir en vue de la refondation de notre pays.

En retour, le ministre KONÉ a exprimé « sa joie et sa fierté » d'être à leurs côtés, à Sikasso, parmi les siens, pour le baptême, après la naissance fêtée à Bamako.

Le Dr KONÉ a rendu hommage à ceux qui célèbrent le Maouloud et à ceux qui ne le font pas, les deux camps étant habités par le même idéal : « l'amour pour le Prophète Ma-

homet (PSL) et le progrès de l'islam ».

L'essentiel est de pouvoir « se respecter et se tolérer dans son choix respectif, gage de paix et de cohésion au sein de la communauté musulmane avec un impact indéniable sur la stabilité du pays lui-même », a-t-il prêché à leur endroit.

Le ministre KONÉ s'est dit convaincu que ce dépassement de soi n'est pas au-dessus de leurs moyens intellectuels et spirituels.

« C'est la raison pour laquelle, je suis optimiste et j'ai grand espoir pour le Mali », a-t-il justifié, avant de les exhorter à prier et à faire des bénédictions pour notre pays et à ses dirigeants.

« Les bénédictions et les prières sont plus puissantes que la poudre et le canon », est persuadé le Dr KONÉ, exhortant citoyens ordinaires et pouvoirs publics à « se soutenir mutuellement et réciproquement pour le bonheur de tous et de chacun » .

Car, a-t-il soutenu, les uns et les autres sont tous embarqués dans le même bateau-Mali. Le ministre KONÉ a par ailleurs profité de cette occasion pour plaider en faveur d'une « trêve sociale et syndicale », compte tenu des défis énormes que doit relever la Transition, en plus de la spécificité même de celle-ci.

Source : CCOM/MARC

Photos : MARC



# Mali : Près de 60 jihadistes tués dans une opération de la force Barkhane

**La ministre française des Armées a effectué, lundi 2 novembre, une visite de quelques heures à Bamako. Elle a rencontré les nouvelles autorités maliennes. Florence Parly a annoncé que Paris va poursuivre avec Bamako la lutte contre le terrorisme, une lutte qui enregistre des résultats. Fin octobre, une soixantaine de jihadistes ont été tués dans le nord, a précisé la ministre française.**

**A** la fin de son entretien avec le président de la transition Bah N'Daw, la ministre française des Armées a donné des précisions sur l'opération de la force Barkhane qui a récemment tué une soixantaine de jihadistes dans le nord du Mali, dans la zone dite des « trois frontières ».

« Je voudrais révéler une opération de grande importance, menée le 30 octobre au Mali par la force Barkhane et qui a permis de neutraliser plus de 50 jihadistes, soit l'équivalent d'une katiba, en confisquant également du matériel, et qui a porté un coup significatif à un groupe terroriste affilié à al-Qaïda opérant près de la frontière avec le Burkina Faso. »

## Ansarul Islam

L'état-major français a précisé que l'opération s'est déroulée non loin de la commune malienne de Bouloukessi, dans la nuit du 30 octobre. Le renseignement français a repéré une katiba d'Ansarul Islam, affilié au GSIM du Touareg Iyad Ag Ghali, émir d'al-Qaïda au Maghreb. À la manœuvre côté français, la task force Sabre, plus précisément les forces spéciales qui opèrent indépendamment de la force Barkhane.

Selon l'état-major des armées, le groupe terroriste s'apprêtait à attaquer une position dans la région. Les militaires français n'en disent pas plus. Appuyées par des Mirage 2000 venus de Niamey et au moins un drone Reaper, les forces spéciales ont donné l'assaut, engageant plusieurs dizaines de commandos au sol et les combats ne s'achevant qu'au petit matin.

Bilan : aucun blessé côté français mais, en revanche, soixante terroristes auraient été neutralisés, soit quasiment le volume d'une katiba. Le groupe terroriste de Iyad Ag Ghali,

qui exige le retrait des forces françaises du Mali, vient donc de subir une très lourde défaite.

## « Succès tactique »

La ministre française des Armées a estimé que « ce succès tactique » montrait « une fois de plus que les groupes terroristes ne peuvent pas agir impunément face à nos forces ». Avec les nouvelles autorités maliennes, la lutte contre le terrorisme se poursuivra, a-t-elle souligné. « Notre détermination à poursuivre notre combat commun contre les jihadistes qui nous menacent est tout à fait entière. Les Fama [Forces armées maliennes] portent également des coups à l'ennemi et ces coups doivent-ils être connus. »

Faut-il ou non négocier avec les groupes jihadistes ? « On ne peut pas dialoguer avec les groupes jihadistes qui n'ont pas renoncé au combat terroriste, a expliqué Florence Parly. C'est de la responsabilité des autorités ma-

liennes, pas la nôtre, mais il est important d'échanger ».

3000 soldats français, nigériens et maliens, dont plus d'un tiers sont nigériens, ont mené ces dernières semaines une opération d'ampleur dans la zone des trois frontières. Ils ont travaillé de façon pleinement intégrée, aussi bien sur le terrain qu'au sein des chaînes de commandement, en traquant les groupes armés dans leur zone sanctuaire.

Plus tôt dans la journée, la ministre s'était rendue au Niger pour s'entretenir avec son homologue Issoufou Katambé ainsi que le président Mahamadou Issoufou. Il a été évoqué une opération d'envergure menée par les armées du G5 Sahel et de la force Barkhane, visant cette fois le groupe État islamique au grand Sahara depuis un mois et qui mobilise 3 000 soldats. Le porte-parole de l'état-major français a ajouté qu'un bilan de cette opération sera présenté dans les jours à venir.

L'état-major des armées a également évoqué une deuxième opération, toujours en cours, qui a pour nom de code de « Bourrasque ». Cette fois, c'est la force Barkhane associée aux soldats du G5 Sahel et, pour la première fois, à la task force Takouba qui épaula les Fama. Trois mille hommes au total réunis dans cette très grosse opération Bourrasque. Opération qui a débuté il y a trois semaines et qui, mercredi dernier, aurait neutralisé une trentaine de terroristes. En moins de 72 heures, une centaine de terroristes ont donc été éliminés. Un succès bienvenu pour la France, qui veut attirer des partenaires et internationaliser la réponse militaire au Sahel.

Source : RFI



# Pr Doulaye Konaté, ministre de l'Éducation nationale : "Je crois à l'école de la République"

**S**i, aux termes de leur prise de contact, les collaborateurs du nouveau ministre de l'Éducation nationale, homme du sérail, lui ont exprimé leur engagement ferme à l'accompagner vers le chemin de la refondation de l'école malienne, c'est bien parce qu'ils sont persuadés que ce professeur émérite "est bien à la hauteur de la tâche a lui confiée" par les autorités de la transition.

Pr Doulaye Konaté, le tout-nouveau ministre de l'Éducation nationale, n'a pas de temps de répit. Sitôt porté à la tête de ce département stratégique, aujourd'hui englué dans toutes sortes de crises, cet enseignant dans l'âme, après s'être acquitté de la traditionnelle passation de service, a immédiatement rencontré ses collaborateurs autour des grands dossiers et défis cruciaux à relever.

Celui qui croit en l'école de la République (il se présente comme étant l'un de ses parfaits exemples), avec la force de la conviction, n'a pas manqué de décréter la grande mobilisation en faveur des examens propres. Parfait adepte de la reconnaissance du mérite, le ministre de l'Éducation nationale, tout heureux de se retrouver chez lui, en famille, dans l'univers de l'école, a commencé par saluer "le travail remarquable abattu grâce à la perspicacité des cadres" pour assurer la continuité de l'État.

"Il est encourageant de voir que les gens ont le sens de l'État", a-t-il salué, non sans un air de fierté accomplie, avant de s'interroger sur le rôle et la place de ce département stratégique pour le redressement de notre pays, vœu fortement nourri par tout le Mali. Et il interpelle ses collègues quant à leur rôle dans la refondation tant souhaitée de leur pays : "Si ça ne marche pas avec l'école, il faut donc renoncer à la refondation de notre pays que nous attendons tous". Pour ce professeur respecté dans le milieu du savoir, l'enjeu pour une nouvelle école est donc là, car, dira-t-il, "il faut faire autrement les choses. Les Maliens veu-

lent désormais autre chose à l'école et c'est justement à nous de nous y appliquer".

Et de fait, pour Doulaye Konaté, l'école malienne, confrontée aux multiples défis de sa refondation, apparaît comme un nouveau chantier qui doit mobiliser toutes les énergies nationales. L'un des grands défis qu'il a évoqués, c'est l'accès à l'école. Il s'agit, pour lui, de garantir l'équité et d'assurer une meilleure qualité de l'apprentissage. En somme, dans la vision du ministre de l'Éducation nationale, il faut ramener nécessairement l'école à sa vocation initiale : un lieu de transmission des valeurs.

"Nous sommes attendus sur ces questions fondamentales de valeurs que l'école doit façonner, et sans lesquelles il n'y a pas de vivre ensemble", a-t-il fortement recommandé avant d'engager les acteurs de l'école à s'y investir.

"Nouveau cap : l'école pourvoyeuse de qualité. Il faut y arriver", a réitéré le ministre, précisant qu'il est convaincu qu'on y arrivera, en raison de la disponibilité de l'expertise et la qualité, bien répartie dans ce secteur, qui nous permettra de gagner ce pari.

Le ministre de l'Éducation nationale, qui en appelle à la franche collaboration de tous les acteurs du secteur, pour la réalisation de nos ambitions, dit volontiers qu'il n'a aucune prétention à faire valoir. Il attend beaucoup de l'intelligence collective de ses collègues et au plan de la méthode, il compte s'appuyer sur «les lettres de mission» qui permettront, prévient-il, d'apprécier chacun, au sein de l'administration, aux résultats.

"Je crois beaucoup en l'école de la République. J'en suis un exemple de produit accompli", a fièrement révélé le ministre de l'Éducation nationale, Pr. Doulaye Konaté, qui croit profondément, comme il l'a martelé, que "la République doit permettre à l'école de jouer le rôle d'ascenseur social à tous les enfants du



pays". Et qui est persuadé en plus que la République "doit donner à chacun de nous sa chance d'une vie meilleure".

Se considérant simplement comme un manager, c'est-à-dire le coordonnateur des énergies au sein de la communauté éducative, qui lui convient mieux, n'ayant a priori aucune idée préconçue, le ministre de l'Éducation nationale a appelé ses collaborateurs à la grande mobilisation pour la réussite des examens de cette année.

L'engagement de tout le monde, pour cette année cruciale, est impératif pour la bonne organisation des examens. Le mot d'ordre du nouveau chef du département est aussi clair que précis à ce propos : les examens de cette année viennent en signal d'autant que les gens vont apprécier la volonté de changement dans notre pays à travers leur bonne tenue. D'où l'appel du ministre Konaté à tous les acteurs du système éducatif pour "aider à faire des examens propres".

Si, en définitive, à l'issue de ces échanges, les collaborateurs du nouveau chef du département, homme du sérail, lui ont exprimé leur engagement ferme à l'accompagner vers le chemin de la refondation de l'école malienne, c'est bien parce qu'ils sont persuadés, eux-aussi, de leur côté, que ce professeur émérite "est bien à la hauteur de la tâche a lui confiée" par les autorités de la Transition. "Il faudrait que nous contribuons à recréer l'espoir à l'école. Et je pense que nous le pouvons". Des propos du chef de département qui résonnent comme un appel à l'union sacrée autour du renouveau de l'école.

Source : CCOM-MEN

# Renforcement des capacités de la Police Nationale : Des stagiaires du GMS en formation



Le Groupement Mobile de Sécurité (GMS) abrite, depuis le mardi 3 novembre 2020, une série de formation sur le Maintien de l'Ordre et autres modules à l'intention des éléments du GMS. Fruit d'un partenariat fécond entre la Direction Générale de la Police Nationale et l'Ecole de Maintien de la Paix à travers l'UNITAR (Institut des Nations-Unies pour la Formation et la Recherche), cette session de formation a pour but le renforcement des capacités des policiers.

La cérémonie d'ouverture des travaux était présidée par le Contrôleur Général Moussoudou ARBY, représentant du Directeur Général de la Police Nationale. A ses côtés, on notait la présence du Contrôleur Général Sory KEITA, Commandant en chef du GMS, le Commissaire Principal Baba MARIKO, représentant de l'Ecole de Maintien de la Paix (EMPABB) et plusieurs autres responsables du GMS.

Durant six (06) semaines, les stagiaires s'emploieront à comprendre, apprendre et à échanger sur des modules relatifs aux opérations de Maintien de la Paix, maintien de l'Ordre, la protection des civiles, les techniques de police,

la protection des hautes personnalités, le secours opérationnel entre autres.

Dans son intervention le Commandant en chef du GMS, le Contrôleur Général Sory KEITA dira que : « les actions de formation organisées par l'Ecole de Maintien de la Paix revêtent une importance capitale dans un contexte de défis sécuritaires énormes où seule une politique cohérente de formation et de perfectionnement permettra aux acteurs de la sécurité d'y faire face ». Il a invité les apprenants à plus de participation, d'assiduité et de responsabilité afin que les attentes puissent être comblées.

Quant au représentant de l'Ecole de Maintien de la Paix, le Commissaire Principal Baba MARIKO, il a remercié les autorités policières pour le partenariat avec l'EMPABB depuis sa création. Le Principal MARIKO a déclaré que l'UNITAR et l'EMP-ABB partagent des buts et des objectifs communs. « C'est ainsi que les deux structures ont convenu de la mise en œuvre d'un projet intitulé "Soutenir la Paix au Mali et dans la Région du Sahel" à travers le renforcement des capacités dans le domaine de

la formation en Maintien de la Paix » a-t-il dit. Ce projet qui a vu le jour en 2006 a formé des contingents des Unités de Police du Benin, du Burkina Faso, du Sénégal avant leur déploiement sur le théâtre des opérations dans la mission des Nations unies au Mali, à la satisfaction totale non seulement des bénéficiaires mais également du partenaire Allemand. Toujours dans la même dynamique de renforcement de capacité, les responsables du projet ont jugé opportun cette fois-ci d'apporter une innovation à travers un transfert de compétence à leurs collègues maliens d'où la tenue de cette formation.

Le représentant du Directeur Général de la Police Nationale, le Contrôleur Général Moussoudou ARBY a remercié et félicité les organisateurs. « J'ose d'ores et déjà croire qu'à la sortie de ces formations, les stagiaires seront bien outillés pour développer et approfondir leurs connaissances dans la dynamique de la gestion pour le plus grand intérêt de notre pays et des Nations Unies », a-t-il dit.

■ Yama DIALLO avec la CCPN

## Lettre à grand-père : Cher grand-père

**D**ieu merci, tout va bien. Ma 72ème lettre. Tout le monde va bien. Le Mali et la très chère République Facebook du Mali se portent à merveille. Tout va bien. Le Mali Facebook fonctionne très bien. La présidence va bien. Le gouvernement et ses ministres. Le Comité stratégique de Défense et de Sécurité pour la libération de Facebook pardon de Farabougou, aussi. Oui ! Oui ! Tout le monde va bien. Les experts en tout. Défense, Sécurité, terrorisme, etc. La très chère République Facebook du Mali va bien. Le service social, les centres de sondage et d'évaluation... Toute la République Facebook va bien.

Ha oui ! Du moins tout allait bien avant que je n'attende que bientôt ce serait une très chère République islamique du Mali. Oui ! Cher grand-père, il paraît que l'on va négocier avec Iyad Ag Agaly dont les conditions non-négociables sont entre autres, une belle République islamique, la Charia pour tous et le départ de

la France et de l'Onu du Mali. Oui grand-père ! Il faut tous ces efforts pour enterrer notre Démocratie, détruire nos intuitions, et dire adieu à notre très chère République bâtie au prix de sang des martyrs et des pères de l'indépendance. Oui grand-père, tout ça pour que désormais, la Charia tranche à la place de nos lois, que les femmes se voilent, que l'on apprenne l'arabe pour juger et développer notre future République islamique. Que les mains des voleurs et la tête des condamnés soient coupées et que les adultérins soient lapidés. Tout ça pour prendre un autre départ pour une destination encore plus inconnue que l'actuelle.

Si ce n'est cette négociation d'aboïement avec Iyad sans ses maîtres, tout va bien au Mali. La transition marche à la va-vite avec un véritable pas de caméléon. Après avoir donné naissance à une présidence et un gouvernement au baptême belliqueux, elle peine maintenant à ac-

coucher le Conseil national de transition. Dieu seul sait ce qui se prépare. Tout se fait sans les Maliens. Surement, elle donnera naissance à des jumeaux. Un Conseil national et sa crise. On attend juste voir. Quand deux "je veux tout" se battent entre eux, les "je ne peux rien" ne peuvent qu'observer et prier.

Bon cher grand-père, en attendant que les aboïements ne prennent fin entre le Mali et Iyad Agaly, nous retournons dans notre très chère République de Facebook où avec un petit forfait de 100F, on peut tout faire. Tuer des jihadistes, libérer des villages et battre pleinement campagne pour les élections de 2023 pardon 2022, je voudrais dire. Là-bas, tout est possible. Tout le monde a la parole. On juge et on condamne. Les dirigeants n'ont plus besoin de poser des vraies briques à l'édifice malien mais juste de nous convaincre dans notre très chère République de Facebook avec des belles photos et des beaux discours. "Le Mali d'abord" et "soit le Mali ou la porte". A mardi prochain ! Inch'Allah !

**Lettre de Koureichy**  
**Source: Mali Tribune**



## Haine religieuse : Aliou Boubacar Diallo propose



**D**ans une tribune intitulée « Religion : comment enrayer la violence ? », le Président d'honneur du parti ADP-Maliba, Aliou Boubacar Diallo, sonne l'alerte quant aux implications que suscitent les caricatures du prophète Mahomet, les conséquences et la haine viscérale qui s'en suivent et qui remettent en cause le vivre-ensemble à l'échelle mondiale ! Il interpelle ainsi l'ONU et les décideurs du monde à mettre tout en œuvre pour préserver l'essentiel, non pas sans proposer quelques pistes de solutions... Lisons plutôt ! « Notre monde est en péril. Le cercle vicieux de la violence et de la haine en réponse à la provocation et aux insultes doit être brisé au plus vite, pour éviter une catastrophe plus grande encore que celle qui se déroule sous nos yeux désemparés. Les dirigeants du monde doivent se réunir pour définir ensemble un cadre de coexistence pacifique et amicale entre les cultures et les confessions. « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ! ». C'est par ces mots que Jacques Chirac, Président de la République française avait réveillé en 2002 les consciences internationales face à l'urgence climatique. Première étape d'un

processus qui permet à la quasi-totalité des chefs d'Etat du monde de signer, 13 ans plus tard, l'Accord de Paris sur le Climat : le premier engagement mondial pour sauver notre planète.

Aujourd'hui, nous devons regarder en face le péril d'un nouvel embrasement religieux planétaire. Quelles que soient les raisons qui poussent les uns ou les autres à allumer ou attiser le feu dans les cœurs des plus simples, le constat est là : le brasier a échappé au contrôle de ceux qui l'ont initié. La haine et l'intolérance religieuse gagnent les populations qui ont tout intérêt à retrouver une cohabitation pacifique.

Face à un front de détestation et de dérive terroriste ponctué d'attentats, qui se réclame de l'islam, un autre extrémisme est apparu qui veut que soient confondus islam et terrorisme, musulmans et terroristes. Un amalgame au nom duquel certaines personnes, ayant une tribune dans les médias, se permettent de s'exprimer, de vomir toutes les outrances, tous les affronts.

La liberté d'expression est un droit inaliénable. Toute personne raisonnable y aspire. Mais

comme toute liberté, elle s'arrête où commence celle d'autrui. Elle a des devoirs comme elle a des droits. La liberté n'est rien sans la responsabilité, sans le respect. Au nom de la liberté d'expression peut-on insulter son voisin ? Les moyens d'expressions ne sont plus ceux d'antan. Si autrefois les caricatures étaient publiées à petite échelle et circulaient sous le manteau, les moyens de communication actuels leur permettent de toucher instantanément l'humanité toute entière. Et ce qui fait rire quelques-uns, choque et blesse une multitude, qui en général choisit de ne pas répondre à l'agression. Mais pour certains esprits, la colère emporte toute limite, exige de réagir, échappe à toute raison. Ils choisissent de s'exprimer en lettres de sang. Ils savent qu'ils atteindront le monde entier. Ils choisissent de tuer des innocents, bafouant les convictions qu'ils prétendent défendre.

Les attentats terroristes de ces derniers jours sont absolument injustifiables et condamnables mais ils montrent la portée universelle et la gravité que peut avoir à notre époque tout acte que chacun pose, serait-ce une image, un mot. Chacun sait que pour les musulmans

du monde entier y compris les plus modérés, les caricatures du Prophète (psl) ont été une atteinte profonde à ce qu'ils ont de plus sacré. N'est-il pas temps de réfléchir aux conséquences de ses actes ? Demander un minimum de retenue, est-ce attenter à sa liberté d'expression ? Nous sommes entrés dans une logique de confrontation entre deux perceptions qui campent sur leurs positions sans laisser place ni à l'écoute ni au dialogue. D'un côté des partisans d'une liberté d'expression sans limite et du droit au blasphème ciblant des milliards de musulmans dans le monde. De l'autre, des personnes se sentant agressées dans leur foi et qui finissent par céder à la colère en passant à une vengeance aveugle, prétendant rendre justice pour tous les musulmans.

Deux libertés brandies pour l'affrontement : liberté d'expression contre liberté de culte. Le choc des deux est extrême et redoutable. Il mène à une escalade, un engrenage d'atrocité et de vengeance de plus en plus difficile à stopper. Que ne ressurgisse pas un passé inhumain pas si lointain ! Si on veut éviter le pire, il est urgent que du monde entier, de

toutes origines, toutes cultures, et de toutes religions, des représentants acceptent de se retrouver pour une conférence internationale sur le vivre-ensemble. Que chacun ait sa voix et puisse s'exprimer. Pour renouer avec le dialogue, amorcer la conciliation. Pour faire valoir les points communs plutôt que les divergences. Pour déterminer comment la liberté des uns peut s'exprimer sans porter atteinte à la dignité et à l'honneur de l'Autre.

Quel monde voulons-nous ? Celui de la haine et de la violence, ou celui du respect mutuel et de la responsabilité ? Je le dis à mes amis occidentaux : condamner la violence et les meurtres est une chose, accepter de reconnaître les causes et tenter de régler le problème en est une autre. Condamner la violence ne suffira pas à ramener la paix dans les cœurs et dans les foyers. Se replier sur ses certitudes et élever des murs pour se protéger des autres est irréaliste. Il est nécessaire d'avoir la volonté de mettre sur la table tous les différents d'origine religieuse qui gangrènent la gestion politique du monde. Il faut initier une concertation internationale d'une ampleur inédite pour éteindre l'incendie.

Je propose que les chefs d'Etat du monde entier se réunissent aux côtés des principales figures religieuses de toutes confessions, pour crever l'abcès des non-dits et créer les conditions du vivre-ensemble. Nous devons définir ce qui est acceptable par tous dans le respect de la liberté d'expression et du droit au respect de la religion d'autrui. Pour mettre un terme aux tueries et aux représailles, aux provocations et aux insultes qui n'apportent que division et haine. Écoutons-nous et respectons-nous, pour rétablir un cercle vertueux de communication et de compréhension. La liberté d'expression a un prix terrible quand elle est perçue chez l'autre comme un manque de respect et une atteinte profonde à l'honneur. Les incompréhensions ont des conséquences imprévisibles et imparables. L'humanité a bien des défis économiques à relever et bien des désastres naturels auxquels faire face. Que les mots et les images qui circulent maintenant partout n'en créent pas davantage ».

■ Yama DIALLO



**WESTERN  
UNION**

**WU**

**MONEY TRANSFER**

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**

## Prix Goncourt : L'écrivaine camerounaise Djaili Amadou Amal parmi les finalistes

En 2019, « Munyal, les larmes de la patience » (éd. Proximité), de l'écrivaine camerounaise Djaili Amadou Amal remportait la première édition du prix Orange du livre en Afrique. En 2020, ce même roman portant désormais le titre « Les Impatientes », réédité par la maison française Emmanuelle Collas, figure dans le dernier carré des romans sélectionnés pour le prix Goncourt. Prix dont la remise, prévue le 10 novembre, pourrait être décalée en raison de la fermeture actuelle des librairies.

Pour sa première édition, le prix Orange du livre en Afrique a récompensé mercredi 22 mai 2019 Munyal, Les larmes de la patience (éd. Proximité) de la Camerounaise Djaili Amadou Amal. C'est ce même ouvrage, paru sous le titre Les Impatientes (éd. Emmanuelle Colas), qui vaut aujourd'hui à l'auteure de figurer parmi les quatre finalistes du prix Goncourt aux côtés d'Hervé Le Tellier, Maël Renouard et Camille de Toledo.\* Avec ce troisième roman, après Walaande, l'art de partager un mari et Mistiriijo la mangeuse d'âmes, l'écrivaine brise à nouveau les tabous en revisitant ses thèmes de prédilection : le mariage précoce et forcé, la polygamie et les droits des femmes.

Ce livre retrace le destin de Ramla, 17 ans, arrachée à son amour pour être mariée de force avec Alhadji Issa, un homme riche et déjà marié. Hindou, sa sœur du même âge, est quant à elle contrainte d'épouser Moubarak, son cousin, alcoolique, drogué et violent. Safira, 35 ans, la première épouse d'Alhadji Issa, voit quant à elle d'un très mauvais œil l'arrivée dans son foyer de la jeune Ramla, qu'elle veut voir répudiée.

Lorsque chacune désire s'opposer aux décisions que les hommes, maris, pères ou oncles leur imposent, un seul conseil leur est donné : « Munyal », qui signifie patience. Cette vertu cardinale de la culture peule, enseignée dès le plus jeune âge et répétée lors du mariage, est une forme d'assignation à tout supporter, y compris les pires violences. Contraintes d'obéir à cette injonction jusqu'à se mettre en danger, ces femmes deviennent ce que la société attend d'elles. Traditions, superstitions et interprétations religieuses les poussent à la soumission.

« Une voix forte, sincère, révoltée »

Le jury de cette première édition était composé de Michèle Rakotoson (Madagascar), Elizabeth Tchoungui, Kouam Tawa (Cameroun), Fawzia



Zouari (Tunisie), Mohamed Mbougar Sarr (Sénégal), Yvan Amar, Valérie Marin La Meslée, ainsi que Nicolas Michel, romancier et journaliste, responsable des pages Culture de Jeune Afrique. Présidente du jury, l'écrivaine et poétesse ivoirienne Véronique Tadjo a salué un roman et « une voix forte, sincère, révoltée, servie par une langue qui porte sa culture ».

« L'auteure peint trois destins de femmes, qui nous immergent sans manichéisme dans l'univers étouffant d'épouses aux prises avec la polygamie et les pesanteurs de la tradition », a assuré Véronique Tadjo à Jeune Afrique. « La maîtrise de la construction narrative apporte un souffle nouveau à un thème qui pourrait sembler appartenir au passé, mais qui hélas est encore d'actualité dans beaucoup de nos pays », a-t-elle encore ajouté.

« Dynamiser l'édition africaine »

Pour cette première édition, étaient sélectionnés 59 livres, publiés par 39 maisons d'édition de 16 pays africains. Djaili Amadou Amal s'est ainsi distinguée parmi une sélection où l'on

trouvait notamment Chairs d'argile de la Marocaine Salima Louafa (Afrique Orient), « À l'orée du trépas » du Sénégalais Khalil Diallo (L'Harmattan Sénégal), Même pas mort du Marocain Youssef Amine Elalamy (Le Fenec), La rue 171 de l'Ivoirien Pierre Kouassi Kanganou (Eburnie), et « L'amas ardent » du Tunisien Yamen Manai (Elyzad).

Cette sélection « reflète les grands enjeux contemporains à la fois universels et africains : religion, terrorisme, condition de la femme, gouvernance, écologie, parmi d'autres », a loué Véronique Tadjo.

Ce prix est destiné à « dynamiser l'édition africaine et à offrir aux auteurs plus de visibilité à l'intérieur comme à l'extérieur du continent », a encore ajouté la présidente du jury. La lauréate recevra ainsi 10 000 euros et bénéficiera d'une campagne de promotion de son ouvrage. (\*) Nous republions cet article, initialement paru en mai 2019 au lendemain de l'attribution du prix Orange du livre en Afrique à Djaili Amadou Amal

## Côte d'Ivoire : Les domiciles de plusieurs opposants encerclés par la police

En Côte d'Ivoire, le gouvernement saisit la justice suite au mouvement de désobéissance civile lancé par l'opposition et la création du Conseil national de transition (CNT). Il l'a annoncé dans une déclaration prononcée à la mi-journée. La police est déployée devant les domiciles de plusieurs leaders de l'opposition.



La police déployée devant le domicile d'Henri Konan Bédié à Abidjan, Côte d'Ivoire, le 3 novembre 2020. RFI/Benjamin Avayou

**A**u moins trois cargos de la police et des pick-up sont arrivés à la résidence de Henri Konan Bédié, dans l'après-midi. La police a délogé les journalistes qui y étaient regroupés pour un point de presse de l'opposition et a encerclé le domicile. Quelques instants après, les forces de l'ordre ont laissé les journalistes revenir pour assister à la lecture d'un communiqué du PDCI. Depuis, les journalistes sont repartis et la police est restée déployée sur la zone.

Même scénario devant plusieurs domiciles de leaders de l'opposition où les forces de l'ordre sont présentes. C'est le cas pour la résidence de Pascal Affi N'Guessan. « Vers 14h45-15h00, les gendarmes ont complètement encerclé la maison. Ils ont pris part tout autour du domicile. Ils ne nous ont rien dit des raisons pour lesquelles ils venaient », a témoigné Angeline Kili, l'épouse du leader du FPI. Témoignage similaire d'Assoa Adou lui aussi du FPI : « Deux cargos de gendarmes viennent d'arriver devant mon portail. Ils ne sont pas encore descendus, mais ils se sont positionnés juste devant le portail. » Pareil autour de la maison d'Albert Toikeusse Mabri, dont le dossier de candidature avait été recalé pour cette présidentielle. Plus tôt ce mardi, dans une déclaration à la

presse, le gouvernement ivoirien a condamné la formation du Conseil national de transition, annoncé par l'opposition, lundi après-midi. Une organisation « devant se substituer aux institutions républicaines légalement établies », selon les termes du communiqué. Pour les autorités ivoiriennes cette annonce ainsi que les violences perpétrées suite au boycott actif constituent : « des actes d'attentat et de complot contre l'autorité de l'État et l'intégrité du territoire national ».

Le garde des Sceaux et ministre de la Justice, Sansan Kanbile, a donc annoncé que le pro-

curateur de la République et le tribunal de première instance d'Abidjan avaient été saisis « afin que soient traduits devant les tribunaux les auteurs et les complices de ces infractions ». La réponse du gouvernement intervient moins de 24 heures après que l'opposition ait dénoncé ce qu'elle appelle « une parodie d'élection ». Et annoncé « la création d'un Conseil national de transition chargé de former un gouvernement de transition ». Cette déclaration ainsi que les violences perpétrées suite au boycott actif constituent des actes d'attentat et de complot contre l'autorité de l'État et l'intégrité du territoire national. Sansan Kanbile, ministre ivoirien de la Justice Jenna Le Bras

Depuis deux jours, le parti au pouvoir, le RHDP appelle le gouvernement à faire preuve de fermeté face aux déclarations et comportement de l'opposition. Lors d'une conférence de presse ce matin, le ministre de la Sécurité, Diomandé Vagondo, est revenu sur les tirs et les détonations entendues hier soir près du domicile de certains leaders de l'opposition. Il a affirmé que les forces de l'ordre avaient procédé à du maintien de l'ordre avec la « dispersion de petits groupes ».

Source : RFI



La police déployée devant le domicile d'Henri Konan Bédié à Abidjan, Côte d'Ivoire, le 3 novembre 2020. RFI/Benjamin Avayou



## Contestation des résultats : Les militants de l'opposition dans les rues à Labé

Conformément au programme annoncé par l'alliance nationale pour l'alternance et la démocratie (ANAD) qui soutient Cellou Dalein, les populations de la commune urbaine de Labé sont massivement sorties ce mardi 3 novembre dans les rues. Objectif, réclamer les « vrais résultats des urnes », disent-ils.

Les protestataires ont consacré une bonne partie de la matinée et de l'après-midi à faire le tour des quartiers péri-urbains pour exprimer leur ras-le-bol. Une opération qui a drainé du monde comme à l'accoutumée dans la ville de Labé.

« On s'est mobilisés à Hoggo M'Bouro pour le départ de la marche qui a pris la route du

carrefour Chaïkou Baldé, puis le marché de Daka, le cinéma, le carrefour Bilaly, la devanture du stade. On a ensuite traversé le marché pour se retrouver au rond-point Hoggo M'Bouro où on a fait nos discours. L'objectif, c'était de sortir pour exiger les résultats des urnes, dénoncer et condamner les tueries qui se font dans le pays », a déclaré Younoussa Baldé, le responsable de la jeunesse du bureau fédéral de l'UFDG. Il faut par ailleurs signaler que cette marche a été caractérisée par un esprit civique particulier avec zéro incident.

Source : Guinée News

# Coopération Mali-USA dans le domaine de la jeunesse et des sports : Le ministre Mossa Ag Attaher pose les balises avec l'ambassadeur américain

Dans le cadre de sa série d'audiences accordées aux diplomates des pays et représentants des organisations internationales présents au Mali, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, a reçu en audience ce mardi 3 novembre en milieu de matinée, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Mali, SEM. Dennis B Hankins.

Pour l'occasion, le diplomate américain était accompagné de deux de ses plus proches collaborateurs.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, accorde une importance capitale au renforcement de la coopération bilatérale entre notre pays et ses homologues du monde entier. Notamment dans le domaine de la promotion de la jeunesse et des sports. C'est en droite ligne de cette évidence qu'il a reçu en audience, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Mali, SEM. Dennis B Hankins.

Au cours de cette entrevue, le ministre Ag Attaher a exposé auprès de l'ambassadeur américain certain de ses priorités durant ces 18 mois de la transition.

Ces priorités ont trait à la prise en compte des

questions fondamentales de développement de la jeunesse malienne, qui reste la couche la plus majoritaire de la population. Cela, sans oublier la promotion des sports, afin que les deux parties puissent réfléchir sur les voies et moyens de pouvoir poser des actes concrets dans ces deux domaines.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, s'est dit heureux d'avoir rencontré un diplomate ouvert et bien informé des défis qui sont aujourd'hui de véritables challenges à relever pour la jeunesse et les sports du Mali.

Quant à l'ambassadeur B. Hankins, en mettant sa visite dans le cadre d'une première prise de contact avec le nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports, il n'a pas manqué d'exprimer tout son intérêt, celui de son pays, pour le développement de la Jeunesse et des

Sports.

Après avoir prêté une oreille attentive aux priorités du ministre Ag Attaher, le diplomate américain dira que son pays soutient des initiatives visant à faire des jeunes des acteurs de lutte contre les phénomènes actuels, tels l'extrémisme violent et l'incivisme. C'est pourquoi il a indiqué au ministre Ag Attaher, la disponibilité des USA à accompagner les initiatives de son département visant à promouvoir la jeunesse sur la voie de la cohésion sociale, du renforcement de la paix et de la culture de la citoyenneté. Pour les mêmes causes, SEM. Hankins, dira que le sport peut être un levier important sur lequel l'on doit s'appuyer.

En somme, cette audience a permis aux deux personnalités de jeter les bases d'une collaboration féconde sur un certain nombre de priorités que le ministre de la Jeunesse et des Sports compte mettre au centre d'une table ronde qui sera organisée entre son département et les bailleurs de fonds.

A cette assise, la participation des USA ne fera aucunement défaut. Telle est l'assurance donnée par l'ambassadeur Dennis B Hankins au ministre Mossa Ag Attaher, lors de cette audience de plusieurs dizaines de minutes, tenue en présence des conseillers à l'ambassade des USA au Mali et du conseiller technique chargé de la coopération du ministère de la Jeunesse et des Sports, Diakaridia Diakité.

Source : CCOM/MJS





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Vos projets se préciseront considérablement, ce qui vous permettra de concentrer vos énergies là où vous pourrez donner le meilleur de vous. Certes, la route ne sera pas complètement dégagée, mais les défis seront là pour prouver ce que vous valez.

Entre des rentrées d'argent irrégulières et des frais fixes à assumer, vous aurez l'impression d'être en mauvais équilibre sur une corde au-dessus du sol. Si on vous doit de l'argent, il faudra être tenace, car vous aurez affaire à un débiteur récalcitrant.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Rendez-vous annulé, points de vue divergents ou problèmes d'organisation, voilà ce qui vous guettera. Notez que vos relations hiérarchiques pourraient se compliquer à cause d'informations déformées ou qui circuleront difficilement d'un poste à l'autre.

Jupiter bien positionné dans votre secteur argent vous facilitera la vie et vous permettra des dépenses, à condition de ne pas abuser de votre carte bleue. Mais à priori, vous aurez suffisamment la tête sur les épaules pour bien gérer votre budget.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Les collègues ne semblent guère vous aider, au contraire. Il est possible qu'on vous demande de finir une tâche sous un délai express. Le courage peut momentanément vous manquer dans cette journée difficile. Faites des pauses pour vous régénérer.

Vous devez rester prudent vis-à-vis de l'argent. Les frais sont encore élevés et ils peuvent faire fondre une partie de vos revenus. Vous prenez les choses avec humour. C'est la meilleure façon de voir ces concessions actuelles. La patience est recommandée.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Le Soleil vous fera entrer dans une période constructive. Vous aurez l'occasion de signer un avenant ou un contrat, avec l'assurance que les engagements pris le seront pour longtemps. Extrêmement prudent, vous n'accepterez jamais un travail non déclaré.

Vous ferez un double noeud aux cordons de la bourse que vous ne dénouerez que pour des dépenses utiles ou pour vous acquitter des charges de la vie courante, comme l'électricité, le loyer ou les impôts ! Vous resterez sur l'idée de demeurer économe...



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Besogneux, vous irez jusqu'au bout de vos tâches sans lever le nez de vos dossiers. Sauf qu'un collègue vous dérangera, car il aura besoin de vos services. Vous vous souviendrez à temps qu'il sera champion pour que les autres bossent à sa place.

Parce que le calendrier affiche un vendredi 13, vous croirez à votre chance financière et vous serez tenté de jouer pour gagner le gros lot. Avec toutes ces planètes en Vierge, vous risquerez de vous leurrer, car les sous ne rentreront pas par ce biais.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Vous voudrez jouer la carte de la discrétion, mais les planètes s'ingénieront à vous pousser sur le devant de la scène. Coaché par Uranus, vous vous mettrez au diapason de vos collègues, gagnerez la confiance de votre hiérarchie ou d'un nouvel employeur.

Vos finances ne feront pas trop de bruit, ce qui vous ira bien, car vous n'aurez pas trop la tête à vous en occuper. Tant que personne ne viendra vous réclamer de l'aide pour un achat, une somme d'argent à avancer, vous n'aborderez pas du tout le sujet.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous devriez retrouver confiance en vous pour avancer. Le poste actuel vous dévalorise et vous attendez une meilleure fonction. Un collègue peut vous apporter du réconfort et des contacts. Des étapes sont nécessaires pour éprouver la satisfaction.

Jouez encore la carte de la réserve. Vous pouvez comparer les prix, observez, mais évitez les achats impulsifs. Le climat est encore dépensier. Vous risquez de vouloir refaire votre garde-robe. L'envie de séduire entraîne des frais supérieurs à ceux estimés.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Avec une structure professionnelle solide, vos projets se concrétiseront. A travers les effets positifs de la pleine Lune, vous aurez vraiment le vent en poupe et il faudra en profiter au maximum. Un vrai soldat aux yeux de votre direction !

Aujourd'hui, vous vivrez un vrai regain financier et les mauvaises surprises seront de plus en plus rares. Ami Scorpion, vous demanderez simplement à vivre de manière confortable et sans compter sans arrêt vos sous. Rien de plus et rien de moins !



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

À fond derrière vous, les planètes activeront votre réflexion, votre précision, votre efficacité. Et c'est exactement ce dont vous aurez besoin pour défendre vos idées, avancer sur vos dossiers et vous affirmer significativement dans vos fonctions.

L'argent risquera de vous filer entre les doigts sans même vous laisser le temps de prévoir le coup. Autant dire qu'entre les charges courantes et des dépenses imprévues, vous aurez besoin de tous vos talents de gestionnaire pour retomber sur vos pieds.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Si vous le pouvez, vous prendrez plus vite la poudre d'escampette et lâcherez le bureau plus tôt. Pour les autres, vous mettrez le turbo, avec le même état d'esprit de vouloir en finir rapidement et de profiter de cette fin de journée pour vous détendre.

Vous vous occuperez beaucoup de vos comptes, surtout pour savoir combien vous pourrez dépenser, sans vous mettre en danger. L'envie d'une escapade de quelques jours vous reprendra car vous aurez besoin de décompresser, avant que les jours raccourcissent.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

L'activité professionnelle connaît un moment de calme. Vous aimeriez évoluer vers un nouveau poste. Une petite formation est envisagée. Elle vous permet de changer de secteur et de relancer votre carrière. Il est essentiel d'avoir confiance en vous.

Des économies sont à venir, car la trésorerie s'épuise. Pour renouveler votre budget, évitez de craquer sur des gadgets. Ils vous attirent et vous lassent vite. Il n'y a pas de recette magique pour garder la stabilité. Différez vos achats importants.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

À cause du carré Lune-Jupiter, vous ne parviendrez pas à chasser de votre tête vos soucis personnels. Du coup, vous cumulerez les tracas professionnels avec vos autres ennuis. Vous serez moins détendu que d'habitude. Vos collègues s'en rendront compte...

Avec Jupiter associé à la Lune, de mauvaises surprises financières seront possibles, comme par exemple des rappels concernant des contraventions impayées... Aujourd'hui, vous nagerez au milieu d'incertitudes et vous pourrez d'ailleurs perdre pied.

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous